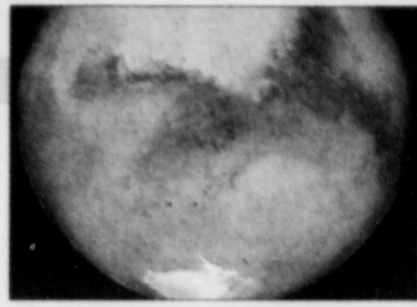


ZOOM



Mars, un objectif capital D 3

Provencher : Ô « Canadian Idol » D 3

Le bonheur est dans l'île

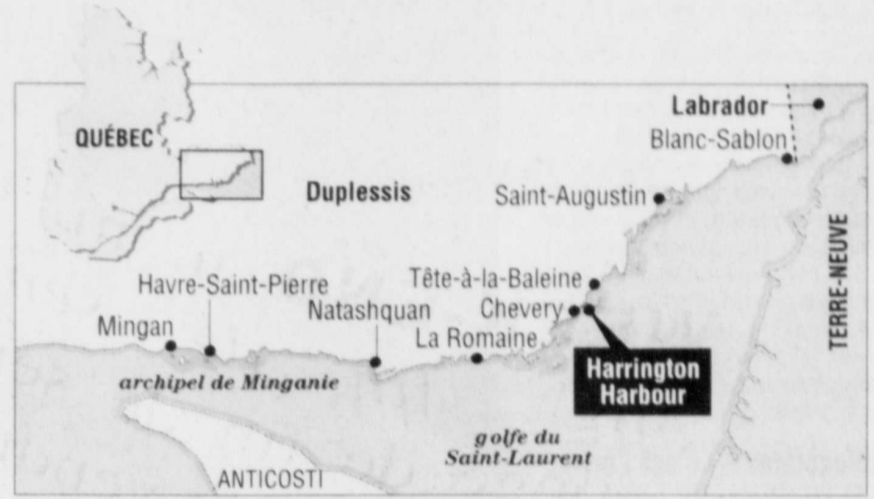
Vedette du film « La Grande Séduction », Harrington Harbour est un rare exemple de réussite économique en région



Kathleen Lavoie

KLavoie@lesoleil.com

■ HARRINGTON HARBOUR — Portée à l'attention du monde grâce au film *La Grande Séduction* de Jean-François Pouliot, l'île d'Harrington Harbour, prospère petit village de pêcheurs de la Basse-Côte-Nord, constitue un rare exemple de réussite économique en région. On y vit bien, heureux, nombreux. Mais surtout, on y vit organisés. À des lieues de la déroute qui afflige les habitants de Sainte-Marie-la-Mauderne.



À peine arrivé à quai par bateau-taxi, il ne faut pas mettre longtemps pour comprendre que le cinéma a fait un travail remarquable pour dévisager la coquette Harrington Harbour. À l'exception de la « maison laide », un édifice abandonné qu'on souhaite rénover et transformer en un centre d'interprétation, cette île charmante, avec ses larges trottoirs de bois, ses maisonnettes aux couleurs pastel et ses véhicules tout-terrain — il n'y a ni routes ni voitures à Harrington Harbour — brille comme un joyau (avec la désormais célèbre Cricket Island...) au cœur du petit archipel situé le long de la côte, à la hauteur de Chevery. Dès ce premier contact, ce qui frappe le visiteur, c'est le haut niveau de cohésion qui caractérise cette communauté anglophone d'environ 300 habitants, constituée tout au plus de quelques familles.

ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

À Harrington Harbour, la vie est un mélange surprenant — et séduisant — de traditions et de modernisme. Même si on n'y a reçu l'électricité qu'en 1963, la télévision et le téléphone que dans les années 70, on jouit aujourd'hui de la dernière technologie avec les antennes paraboliques et Internet. Pour les téléphones portables, il faudra cependant encore attendre. De toute façon, qui s'en plaindrait ? Tous sont munis de *walkie-talkie*.

Voir ÎLE en D 2 >

□ L'avenir du village passe par la route 138 Page D 2



LE SOLEIL KATHLEEN LAVOIE

Appelez vos proches **10-10-710**

99¢ /appel sans vider vos poches!

Castel

Surveillez nos nouveaux tarifs, le mardi 2 septembre

Pour information visitez www.1010710.com ou pour le service à la clientèle sans frais contactez 10-10-710-00

ÎLE

Suite de la D1

« Si on a tout ce confort aujourd'hui, c'est surtout à cause des enfants. Nous, quand nous étions jeunes, on avait des génératrices, qui nous permettaient de faire fonctionner les appareils électriques. La plupart des maisons étaient, et sont encore aujourd'hui, chauffées au bois. Pendant longtemps, il n'y avait qu'un téléphone payant dans le village. Nous n'en souffrions pas. Nous n'avions jamais rien connu d'autre », explique Ernie Rowsell, un pêcheur.

LA PÊCHE D'ABORD

En été, Harrington Harbour n'est accessible que par bateau-taxi et par hélicoptère, véhicule utilisé à toutes les sauces, dont le transport écolier, pour le deuxième cycle du secondaire offert à Chevery, ou encore pour le transport ambulancier. Pendant la belle saison, la pêche, bien sûr, accapare tout le temps des insulaires. Dans les filets des pêcheurs, on retrouve le crabe, le homard, le turbot, les pétoncles, etc. Quant au tourisme, il s'agit surtout d'une clientèle de plein-air. On vient y camper et y faire de kayak de mer.

Paradoxalement, c'est l'hiver que les déplacements entre l'île et la côte se trouvent facilités grâce au pont de glace

L'hiver, la vie du village est complètement transformée. Grâce au pont de glace qui relie l'île à la côte, les déplacements se trouvent, paradoxalement, facilités. Les habitants de l'île se déplacent en motoneige, de même que les enfants qui doivent se rendre à Chevery pour étudier. Le tourisme de plein-air, notamment pour la motoneige, se fait lui aussi important et vient, chaque année, remplir le carnet de réservations du seul gîte de l'île, Amy's Boarding House. Pour les pêcheurs, les froides journées servent à préparer et à réparer l'équipement pour la prochaine saison.

Tout le long de l'année, l'usine de transformation du crabe permet de nombreux résidents de travailler. L'approvisionnement des deux magasins généraux du village offrant tout, de l'épicerie aux cercueils, lui, se fait par barges chaque semaine.

Dans les maisons, construites par ceux qui les habitent, l'eau courante n'est pas potable. Cette dernière est amenée chaque mois dans les réservoirs localisés dans les sous-sols des maisons par un système de tuyaux. L'eau potable est achetée au magasin général, qui se charge de la filtrer. Dans toutes les cuisines, on poursuit la tradition de la cuisson du pain. À Harrington Harbour, on l'aura compris, une panne d'électricité généralisée, comme celle qui a récemment paralysé New York et Toronto, n'effraie personne!

TOTALE DÉMOCRATIE

Il faut dire que dans ce dynamique hameau, la vie en société est généralement régie par des décisions prises à l'interne. Tout, des loisirs au conseil scolaire, en passant par les décisions qui touchent l'ensemble de la communauté, est déterminé en totale démocratie. Sur cet îlot, il n'y a ni police, ni hôpital. Qu'une église anglicane, une école en réfection, un bureau de poste, une (nouvelle) caisse populaire, qui permet désormais aux habitants d'obtenir un prêt pour s'établir, un comptoir de la SAQ et une salle communautaire.

Personne ne barre les portes de sa maison ou n'enlève les clés du démarreur de son VTT. Il n'y a aucune clôture qui sépare les propriétés. D'ailleurs, les résidents sont rares à en connaître les dimensions exactes!

On ne s'étonnera donc pas d'apprendre que les insulaires, pour la majorité des descendants de Terre-Neuviens, ont formé une coopérative pour la pêche. « Ce qui différencie notre village, c'est que nous possédons notre propre banc de pêche. Nous avons formé une coopérative qui appartient à toute la communauté. Ça fait une grosse différence pour le partage de la richesse », explique le marchand général et maire d'Harrington Harbour, Paul Rowsell.

Cette solidarité est d'autant plus importante que l'industrie de la pêche doit composer avec les fluctuations des quotas imposés par le gouvernement fédéral. Cette année aura été particulièrement difficile.

« Les quotas de pêche au crabe ont été réduits de 42% cette année, ce qui est énorme. Depuis hier (le jeudi 21 août), la zone 13 (Basse-Côte-Nord) est fermée. Heureusement, nous avons pu nous rabattre sur la pêche au turbot qui a été très bonne », dit le maire Rowsell.

La levée du moratoire sur la chasse aux phoques a également permis aux habitants d'Harrington Harbour de compenser pour les pertes associées à la pêche au crabe.

« La chasse aux phoques fait un retour et c'est une bonne chose. C'est une bonne source de revenus. Actuellement, il y a un marché pour le phoque. La demande ne cesse de grandir », explique encore Paul Rowsell.



Si le succès de « La Grande Séduction », qui a immortalisé les trottoirs de bois de Harrington Harbour, laisse présager un boom touristique dans la région ces prochaines années, la sortie du dernier roman d'Arlette Cousture, dont l'action se déroule aussi à Harrington Harbour, risque de lui attirer encore plus de curieux.

L'avenir de l'île passe par la 138

Plusieurs problèmes seraient réglés avec le prolongement de la route, croit le maire d'Harrington Harbour

KATHLEEN LAVOIE
KLavoie@lesoleil.com

HARRINGTON HARBOUR — C'est à l'accessibilité du travail que le souriant maire d'Harrington Harbour, Paul Rowsell, attribue le fait que l'exode de la jeunesse est moins important dans son village que dans d'autres municipalités. De jeunes femmes, comme les cousines Rebecca et Tina Ransom, par exemple, ont choisi d'y rester.

« On a perdu quelques jeunes, mais c'est pire dans d'autres villages côtiers qu'à Harrington Harbour. La population de l'île est celle dont la moyenne d'âge est la plus basse dans le secteur. Je pense que nos jeunes restent plus qu'ailleurs parce que la pêche est plutôt bonne et parce qu'il y a du travail à l'usine de transformation du crabe. Mais il y a aussi ceux qui, comme ma fille qui étudie actuellement à Chevery, partent. Lorsqu'elle aura terminé son secondaire, elle ira poursuivre ses études ailleurs... », indique le maire.

Au-delà du fait qu'il verra bientôt sa progéniture quitter, le maire a plusieurs raisons de s'attrister d'un certain exil de la génération des 20 à 40 ans. Si on ne se sent pas nécessairement coupé de tout à Harrington Harbour, force est de constater qu'il est dispendieux d'y venir et d'en partir. La



Le maire d'Harrington Harbour, Paul Rowsell, espère que les deux ordres de gouvernements se souviendront de leurs promesses électorales le temps venu. « Actuellement, nous avons des cliniques médicales dans chaque village. Avec une route, il n'en faudrait qu'une. Actuellement, il y a des écoles dans chaque village et pas assez d'enfants. Avec une route, on pourrait les regrouper. Sans compter que le gouvernement est obligé de tout subventionner, que ce soit l'hélicoptère-ambulance ou le transport des écoliers par hélicoptère... »

route 138 permet aux visiteurs de se rendre en voiture jusqu'à Natashquan. De là toutefois, il faut toutefoits prendre l'avion jusqu'à Chevery, un trajet qui peut coûter jusqu'à 1000 \$. Sinon, il y a le Relais Nordik, en partance de Rimouski, mais il faut mettre plusieurs jours avant de rallier l'île.

« Quand les jeunes quittent, ça coûte tellement cher qu'ils ne reviennent que pour Noël. (...) Je ne nous considère pas pour autant en retrait du monde. Parce que nous avons tout ce que vous avez. C'est juste que c'est très coûteux de se déplacer. Sinon, je peux très bien être à Québec pour le lunch. C'est pour ça que l'on pousse pour une route. »

La route en question, c'est la 138, dont la complétion jusqu'à Blanc-Sablon est un éternel sujet de conversation dans la région.

« Il y a tellement de problèmes liés au fait que la 138 ne se rend pas à Chevery. Actuellement, nous avons des cliniques médicales dans chaque village. Avec une route, il n'en faudrait qu'une. Actuellement, il y a des écoles dans chaque village et pas assez d'enfants. Avec une route, on pourrait les regrouper. Sans compter que le gouvernement est obligé de tout subventionner, que ce soit l'hélicoptère-ambulance ou le transport des écoliers par hélicoptère... »

Le maire de Harrington Harbour espère que les deux paliers de gouvernements se souviendront de leurs promesses électorales le temps venu. « Paul Martin a dit qu'il compléterait la

138 s'il était élu. Jean Charest a promis la même chose. Ce serait important pour le tourisme », note-t-il.

ROUTE POUR TOURISTES

D'autant plus que la popularité de *La Grande Séduction* laisse présager un boom touristique dans la région. Déjà, le film a apporté une publicité sans précédent à l'endroit, en plus de permettre aux villageois-figurants d'arrondir leurs fins de mois. (Le maire évalue à 10 000 \$, les revenus supplémentaires faits par son magasin pendant le tournage...) Et puis, il y a eu la publication au printemps du roman *Tout là-bas* d'Arlette Cousture, dont l'action se déroule à Harrington Harbour, qui risque lui aussi d'attirer les curieux.

On s'attend donc à ce que les touristes, dont l'intérêt a crû à une vitesse fulgurante depuis la sortie du film, affluent l'an prochain. Une route 138 achevée faciliterait leur accession à l'île. Le seul problème envisagé par la communauté, c'est qu'Harrington Harbour n'est peut-être pas prête à recevoir un flot aussi important de visiteurs...

« Je pense que l'année prochaine, le tourisme sera bon. Déjà, on voit beaucoup de gens en hiver à cause du pont de glace, mais je ne crois pas que nous sommes prêts à accueillir beaucoup plus de gens. Nous avons énormément à faire pour être prêts à recevoir plus de touristes », estime la propriétaire du gîte du passant de l'île, Amy Evans.

Selon la gentille grand-maman, l'hébergement manque et les activités des visiteurs doivent être davantage encadrées. « Je constate que ce n'est pas assez. Il manque des activités, comme par exemple un sentier pour aller jusqu'à la grotte de Margaret », remarque-t-elle, au sujet de l'endroit où le légendaire personnage aurait été abandonné et aurait passé deux hivers.

Quant à la « maison laide », elle doit encore être restaurée pour qu'on puisse y exposer de « vieux artefacts ».

« C'est dans l'air. Les gens commencent à réfléchir à ces questions. On a besoin d'une structure pour gérer tout cela. Mais c'est en préparation. Parce qu'il faut qu'on s'occupe sérieusement de ces questions. Actuellement, les gens qui visitent l'île chaque semaine avec Écomertours ne cueillent pas seulement les fleurs — nous avons de très beaux iris sauvages —, mais repartent avec des poignées de terre. Ce genre de choses se doivent d'être contrôlées. »

Encore faut-il trouver quelqu'un pour s'en occuper ! L'été, tout le monde est à ses filets... Ça laisse bien peu de temps pour bien développer et exploiter le Sanctuaire d'oiseaux de l'île et la grotte de Margaret. Plusieurs se réconfortent avec le fait que la plupart des naissances sur l'île au cours des dernières années se sont faites à coup de deux ! À la vitesse où la population du village augmente, la question risque de se resorber rapidement !

HARRINGTON HARBOUR EN CHIFFRES



- Village situé à 150 kilomètres à l'est de Natashquan, dans la Basse-Côte-Nord
- À 3 km de la terre ferme
- À 10 km du village de Chevery
- Superficie de 4 km² (île d'Orléans: 200 km²)
- Île habitée depuis 1830
- Population: environ 300 personnes
- Les 90 maisons, toutes de couleurs pastel, sont reliées par un trottoir de bois d'une longueur totale de 4 km



Ô «Canadian Idol»

O n savait notre grand et beau pays un peu schizophrène, on en a un autre bel exemple avec la folle controverse entourant la présence d'Audrey de Montigny à l'émission *Canadian Idol*, au réseau CTV. Si vous ne connaissez pas la jeune fille de Sainte-Julienne, ne vous excusez pas, c'est tout pardonné, moi-même j'en savais davantage sur la physique nucléaire que sur elle à venir jusqu'à cette semaine. Pire, je ne savais même pas où était Sainte-Julienne.

Canadian Idol, c'est un peu le pendant ROC (*Rest of Canada*) de *Star Académie*, la cohabitation forcée et les visites de Ginette Reno en moins. Quiconque chante le matin dans sa douche, n'est pas trop moche, a un peu de cran et aspire à devenir célèbre était invité à prendre part aux auditions. Le comité de sélection a retenu une douzaine de candidats parmi des milliers pour l'émission, animée par Ben Mulroney, le fils de l'autre.

Parmi eux, Audrey de Montigny, tout juste 18 ans, la seule du lot à ne pas parler anglais, ou du moins à le baragouiner. Or, ce qui n'était pas un problème au début semble en être devenu un au fur et à mesure que la jeune fille prend du galon.

Comme à *Star Académie*, c'est le public qui est invité à voter pour sauver le candidat de son choix. Lundi dernier, Audrey a recueilli suffisamment de votes pour être des quatre finalistes. Le hic, c'est que le journal *The Gazette* n'a pas aimé découvrir que les parents et amis de la jeune fille ont pris les lignes d'assaut et ont voté des centaines de fois. Un concessionnaire automobile de

Sainte-Julienne a transformé sa salle d'exposition en centrale téléphonique. Même la mairesse du village, j'ai entendu ça aux nouvelles, a passé une partie de la nuit pendue au bout du fil, s'empêchant d'aller aux toilettes tellement elle avait à cœur de faire gagner la star de son patelin.

Pour une raison ou pour une autre, c'est le problème de la langue — encore lui — qui a fini par remonter à la surface et faire déraiper le *show* dans le marécage politique. Le site Internet de *Canadian Idol* (www.ctv.ca) est devenu le terrain d'affrontement entre Québécois francophones et Canadiens-anglais.

Les détracteurs d'Audrey se sont dits outrés de voir que la belle enfant pouvait chanter en anglais, tout en ne comprenant pas et ne parlant pas la langue, si ce n'est *just a little bit*. Qu'elle apprenne l'anglais au plus vite, lui a-t-on fait savoir.

Piqués dans leur orgueil et désireux de sauver l'honneur de leur patrie, les internautes québécois ont répliqué par la bouche de leurs claviers. «Pourquoi le monde est si méchant envers Audrey? Est-ce juste parce qu'elle ne parle pas beaucoup l'anglais ou est-ce une question de jalousie vu que la préférée des Ontariens n'y est plus?»



Normand Provencher

NProvencher@lesoleil.com

La controverse s'est propagée aussi rapidement qu'un incendie de forêt en Colombie-Britannique. On a déterré les Patriotes, le dernier référendum et la grosse manifestation d'amour du Canada. On a lancé quelques injures, bien entendu. Deux ou trois exaltés ont jugé que l'affaire de Montigny méritait de figurer dans *Le Livre noir du Canada anglais*, de Normand Lester. Un

autre a avancé que ce sont les indépendantistes qui ont mis le feu aux poudres dans le but de foutre le bordel entre francos et anglos. On en a aussi profité pour monter en épingle des incidents personnels, genre «J'ai de la famille qui s'est rendue dans l'Ouest canadien et parce qu'il (sic) avait une plaque d'immatriculation du Québec, ils ont refusé de les servir (resic) en essence.» Misère!

Tout ce ramdam national, rappelons-le, provoqué pour une aspirante chanteuse unilingue française, qui rêve bêtement de gloire en chantant en anglais sans le comprendre, et qui l'apprendra, l'anglais, quand elle aura le temps, laissez-lui une chance, *cibole*, elle vient d'avoir 18 ans.

Je n'ai jamais écouté *Canadian Idol*. La p'tite de Montigny, je la connais pour l'avoir vue dans

le journal, c'est tout. Est-ce que ça devrait m'interdire de mettre mon grain de sel dans cette histoire? Certainement pas, dans la mesure où ne pas savoir parler français et n'avoir jamais mangé de la poutine à Chicoutimi n'a jamais empêché Don Cherry, l'analyste de *Hockey Night in Canada*, de dire des âneries sur le Québec.

D'abord, que le monde respire par le nez. Comme l'écrivait avec justesse, jeudi, le chroniqueur de *The Gazette*, «*come on*, c'est juste une émission de télé».

Et puis, je vous le demande, en quoi le fait de voter 200, 300 ou 400 fois pour le candidat de son choix est-il si répréhensible? Rien dans les règlements de *Canadian Idol* ne l'interdit. Si des gens à Sainte-Julienne sont assez fous pour passer une nuit au téléphone et se priver d'aller au petit coin, c'est leur problème et celui de leurs intestins, pas celui des gens de Toronto ou de Flin Flon. Qu'ils fassent la même chose ou qu'ils demandent aux producteurs de *Canadian Idol* de faire comme Julie Snyder et PKP avec *Star Académie*: facturer chaque appel. Un dollar du coup de téléphone, ça risque de modérer les ardeurs de pas mal de monde...

Il y a aussi que toutes ces versions années 2000 des *Talents Catelli* commencent à me tomber royalement sur les nerfs. À croire que le seul objectif louable dans la vie est de devenir la future Céline Dion, de s'acheter un palace à Jupiter et de faire la une du *7 Jours* chaque fois qu'on sort ses poubelles.

La soif d'idolâtrie, que ce soit en anglais, en français ou en bulgare, excusez, mais *chu pu* capable...

SCIENCE

Mars, un objectif capital

Les adeptes de la planète rouge espèrent rallier les politiciens à leur cause

PASCAL RICHE
© Libération

■ Coïncidence? Mars a choisi de s'approcher le plus possible de la Terre le jour même où une commission d'enquête rendait son rapport sur la NASA. Sur Terre, ses amoureux sont persuadés que l'explosion de la navette *Columbia* pourrait marquer un nouveau départ de la conquête spatiale, avec, cette fois, la planète rouge pour objectif.

Car ici bas, la mythique planète a son lobby: la Mars Society, un club mondial de 6000 fans qui s'efforcent de sensibiliser l'opinion publique et les dirigeants politiques. «L'accident de *Columbia* peut conduire à un recul de l'aventure spatiale, mais aussi favoriser un nouveau départ: si vous jugez qu'il est trop dangereux d'envoyer des hommes dans l'espace, soit vous cessez de le faire, soit vous choisissez des objectifs qui valent de tels risques», estime Robert Zubrin, fondateur et président de la Mars Society. Un taux de perte de 2% n'est pas acceptable si c'est pour faire des expériences sur des fourmis en orbite, en revanche, selon Zubrin, «il l'est, si c'est pour ouvrir de nouveaux mondes». Quoi de plus exaltant que d'aller vérifier si la vie peut exister ailleurs que sur Terre, et peut-être même d'amorcer la mutation de la civilisation terrienne vers une «espèce multiplanétaire»?

«Un taux de perte de 2% est acceptable si c'est pour ouvrir de nouveaux mondes»

Les membres de la Mars Society misent sur le casse-tête auquel est confrontée la classe politique américaine: si l'explosion de *Columbia* conduit à l'abandon du programme des navettes, des dizaines de milliers d'emplois seront menacés: «Que faire de tous ces gens? Le seul moyen d'éviter une crise serait de reconverter le programme vers un objectif qui mérite de prendre des risques... Mars», estime le président du club.

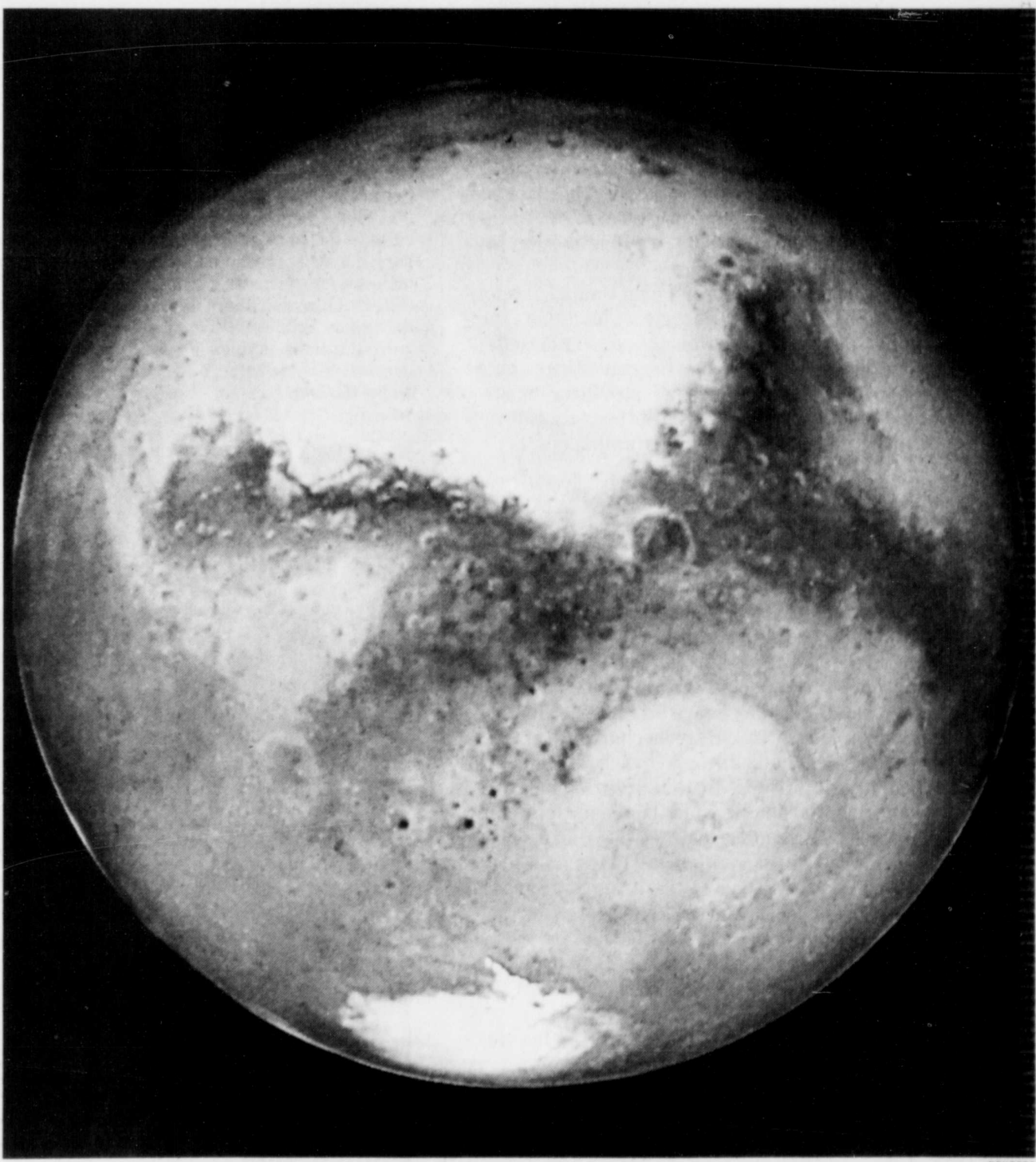
Robert Zubrin n'est pas un farfelu. Aujourd'hui père de trois enfants, il avait cinq ans lorsque *Sputnik* a été mis en orbite. Devenu ingénieur astro-

nome, il a passé sept ans chez Lockheed Martin, avant de fonder sa société de recherche, Pioneer Astronautics. Dans les années 90, il a publié un plaidoyer pour l'exploration de Mars (*A Case for Mars*). Un *best-seller* qui lui valut 4000 lettres de passionnés du monde entier. En 1998, à Boulder, dans le Colorado, s'est tenue la première réunion mondiale des amoureux de Mars. Les 700 personnes qui s'y sont rendues ont fondé leur société, financée à moitié par des passionnés, le reste étant fourni par des fondations, le réseau Discovery Channel, ou par des milliardaires enrichis par la vague d'Internet. En France, la succursale de la Mars Society s'appelle Planète Mars, et elle est animée par Richard Heidmann, le frère de l'astronome Jean Heidmann, décédé il y a trois ans.

RAISON HUMAINE

Lobbying oblige, les «sociétaires» de Mars affûtent leurs arguments. La conquête de la planète rouge pourrait servir... à la lutte antiterroriste. Si Kennedy a lancé *Apollo*, c'était déjà pour démontrer la supériorité américaine. «Partir à la conquête de Mars, en associant les Européens, les Japonais et même les Russes, permettrait de réunir tous les pays qui partagent une confiance dans la raison humaine», argue Zubrin.

L'autre objectif de la Mars Society est de sensibiliser l'Europe. La Mars Society avait déjà installé deux stations expérimentales, dans l'Arctique canadien et le désert de l'Utah. Une troisième station européenne est actuellement entreposée au planétarium de Chicago et la Mars Society espère lever assez de fonds pour l'installer l'été prochain en Islande, sur un terrain dont les conditions sont, paraît-il, très proches de celles de Mars.



Une photo de Mars prise par le télescope «Hubble», 11 heures avant son «opposition» avec la Terre, mardi dernier. «L'accident de «Columbia» peut conduire à un recul de l'aventure spatiale, mais aussi favoriser un nouveau départ: si vous jugez qu'il est trop dangereux d'envoyer des hommes dans l'espace, soit vous cessez de le faire, soit vous choisissez des objectifs qui valent de tels risques», estime Robert Zubrin, fondateur et président de la Mars Society.

La conquête martienne, une quête pacifique

Un défi qui exige une coopération durable

SYLVESTRE HUET
© Libération

Dans l'histoire de l'*Homo sapiens*, Mars pourrait bien tenir un de ces seconds rôles décisifs qui tirent le héros au-delà de ses limites. Objectif scientifique majeur aux larges implications philosophiques, cible technologique sans équivalent, terrain possible d'une coopération internationale pacifique — de quoi faire mentir son origine patronymique —, la planète rouge offre un triple défi.

Élucider le passé de Mars représente d'abord un sujet académique hors pair. Cousine de notre Terre, elle permet l'élaboration d'une planétologie comparée, comme l'anatomie comparée a constitué le terreau de la théorie de l'évolution biologique. Alors même que les astrophysiciens ont déjà la preuve que des milliards de planètes gazeuses peuplent la Voie lactée et que leurs sœurs telluriques sont certainement aussi nombreuses, il y a là de quoi passionner une large communauté scientifique.

Mais plus encore: dans le système solaire, Mars est la seule susceptible, hors notre planète bleue, d'avoir réuni les conditions d'une évolution géochimique menant à la vie. La matière première chimique, de l'humidité, voire de l'eau, et de l'énergie. Déterminer sans ambiguïté si cela s'est vraiment passé et, surtout, si une ébauche de vie s'y est élaborée, aurait un retentissement formidable. Que la réponse nous renvoie à une solitude sans recours ou, à l'inverse, à la possibilité de rencontres inouïes.

ALLER AU-DELÀ DES SONDES ROBOTISÉES

Dans cette quête, l'homme pourrait décider de ne pas se contenter de ses espions robotiques, pour lesquels il devra déployer intelligence et inventivité. Et d'aller fouler lui-même le sol martien. Défi au courage des explorateurs — les candidats seront légion — mais aussi défi technologique. La Lune, par son extrême proximité, a facilité nos premiers pas hors du berceau. Assez loin pour exiger un véritable voyage, au bout duquel la Terre ne se-

rait au mieux qu'un petit disque de lumière ou invisible. Mars opposera une résistance beaucoup plus rude à ses conquérants. La durée de l'astronavigation (des mois, même avec les progrès futurs), la nécessité d'une exploitation des ressources énergétiques et minérales martiennes pour rendre une colonie viable, l'impossible recours à l'évacuation sanitaire... Tout se combine pour que la planète rouge soit le test décisif. Le passer avec succès signifierait sans conteste la possibilité que l'*Homo sapiens* devienne un jour *Homo spatialis*. Y renoncer serait peut-être le signe d'une sagesse nouvelle, d'un reflux des rêves cartésiens de domination sur la nature, mais aussi celui d'un repli frileux.

Nécessairement coûteuse, et probablement sans réédition de la compétition lunaire américano-russe, la conquête de Mars ne pourra être que celle d'une coopération pacifique sincère et durable. Dont les héros — «un commando multiculturel», pour l'astronome Jean-Pierre Haigrené — ne seront que la pointe avancée...

La Lune a facilité nos premiers pas hors du berceau

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'édition JEAN-MARC SALVET
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Hydro déconnectée

Les consommateurs n'apprécient jamais les hausses de tarifs. Ce qu'ils détestent encore plus, cependant, est qu'une entreprise, une société d'État par surcroît, les prenne pour des imbéciles comme vient de le faire Hydro-Québec. « Il s'agit d'un libellé malheureux », a affirmé le directeur aux affaires publiques d'Hydro, pour expliquer que des abonnés aient pu lire sur leur compte que les estimations de coûts étaient basées sur les coûts de la puissance et de l'énergie facturées au cours des 12 derniers mois, et sur de nouvelles conditions tarifaires. Jamais, au grand jamais, jure Hydro, elle ne refilerait une hausse de 6% aux consommateurs sans avoir le feu vert de la Régie de l'énergie.

La façon d'agir et de réagir d'Hydro est vraiment l'expression d'un grand mépris à l'égard des clients, voire un affront à leur intelligence.

Nous ne remettons pas ici en question la pertinence de revoir les tarifs d'électricité gelés depuis 1998, alors que les coûts des autres sources d'énergie ont grimpé. Hydro doit aussi avoir les moyens dans l'avenir de faire face à la demande. Ce que nous dénonçons, c'est sa façon de faire mensongère qu'endosse le gouvernement Charest.

L'an dernier, Hydro avait annoncé que les tarifs seraient bel et bien gelés jusqu'en mai 2004 et que les hausses s'ajusteraient par la suite progressivement de 1,5%, puis de 1,6% en 2005 et de 2% en 2006 pour éviter un choc tarifaire. Or, subitement à la mi-août, la société a demandé à la Régie de l'énergie d'étudier une hausse de 3% pour le 1^{er} octobre et de 2,98% pour le 1^{er} avril 2004. Écarté le gel, car Hydro estime le secteur du bâtiment et des travaux publics « qu'il vaut mieux une hausse tarifaire contrôlée de 3% dès maintenant qu'un choc tarifaire dans le futur ».

Jamais elle ne mentionne que le choc pour Hydro a été que le nouveau gouvernement lui réclame une contribution supplémentaire de 600 millions \$ et qu'il est plus facile d'acquiescer à cette demande en tentant de refiler dès octobre une facture plus élevée aux abonnés que de réduire ses dépenses de fonctionnement.

Même si la Régie de l'énergie doit d'abord tenir des audiences et statuer, la puissante société d'État tient manifestement déjà pour acquis que la hausse réclamée sera acceptée. Hydro peut bien tenter de faire croire le contraire en prétendant un mauvais libellé, son explication perd en crédibilité puisque l'Union des consommateurs s'est fait dire par le service à la clientèle que les 6% d'augmentation sont bel et bien intégrés aux estimations.

Et qu'en disent les ministres libéraux Sam Hamad, responsable d'Hydro et de la Régie de l'énergie, et Michelle Courchesne, responsable de la protection des consommateurs? Aucun signal de leur part. Pourvu que l'argent entre dans les coffres publics comme le souhaite le ministre des Finances, personne ne s'offusque qu'un processus de consultation soit bafoué et qu'un contrat soit modifié unilatéralement.

En laisse, pitous!

Le chien, meilleur ami de l'homme? Sans doute. Mais même nos meilleurs amis peuvent parfois nous jouer de vilains tours. Le petit Ashton, deux ans, n'oubliait jamais le traitement que lui a fait subir un akita qu'il connaissait pourtant depuis un an. Les 600 points de suture qui marquent son visage lui rappelleront toute sa vie que les chiens peuvent aussi être méchants.

Le drame s'est déroulé dans une ferme de la région d'Edmonton, mais il aurait pu survenir tout près de chez vous. Car trop de gens tiennent encore pour acquis que leur chien n'est pas dangereux, qu'il adore les enfants, qu'il est doux comme un agneau. Les parcs municipaux regorgent de ces gentils toutous qu'on ne prend pas la peine de tenir en laisse puisqu'ils sont si dociles, si aimants.

La plupart le sont, effectivement. Mais on oublie trop souvent que les chiens demeurent des animaux, qu'ils peuvent être parfois imprévisibles, qu'ils sont guidés par un instinct dont on ne connaît pas tous les bas-fonds. Qui n'a jamais entendu l'histoire d'un bambin qui s'est fait attaquer par le chien d'un voisin, d'un ami, d'un parent, même s'il connaissait l'animal depuis longtemps?

Ashton avait lui-même souvent joué avec son petit copain. Ce jour-là, le chien venait de manger son dernier morceau de pizza et le bambin a voulu lui offrir un plat d'eau. Les deux se sont retrouvés nez à nez et le chien a sauté au visage d'Ashton, le laissant entre la vie et la mort. Les parents, les amis n'étaient pas dans le coin, seule la petite sœur du garçon a été témoin de l'accident.

Certaines races de chiens sont évidemment plus redoutables que d'autres. Les risques de morsures sont par exemple beaucoup moins élevés chez les golden retrievers que chez les pitbulls, les rottweilers ou les atikas. Mais il n'en demeure pas moins qu'un minimum de surveillance est nécessaire lorsque des enfants jouent avec un chien. Le petit Ashton est là pour nous le rappeler.

Et il n'est pas le seul. Bon an mal an, le Québec enregistre 117 000 morsures canines, soit 320 par jour, selon des statistiques qui datent de quelques années. Les moins de 15 ans sont les plus touchés et 40% des enfants mordus ont entre un et quatre ans. Certains pays ont adopté des lois sévères, allant jusqu'à l'emprisonnement, pour punir les propriétaires de chiens négligants. Sans tomber dans l'excès, on peut souhaiter que les adultes agissent en êtres responsables et se résignent à mettre leur pitou en laisse dans les endroits publics. Même s'ils croient que leur chien ne ferait jamais de mal à un enfant.

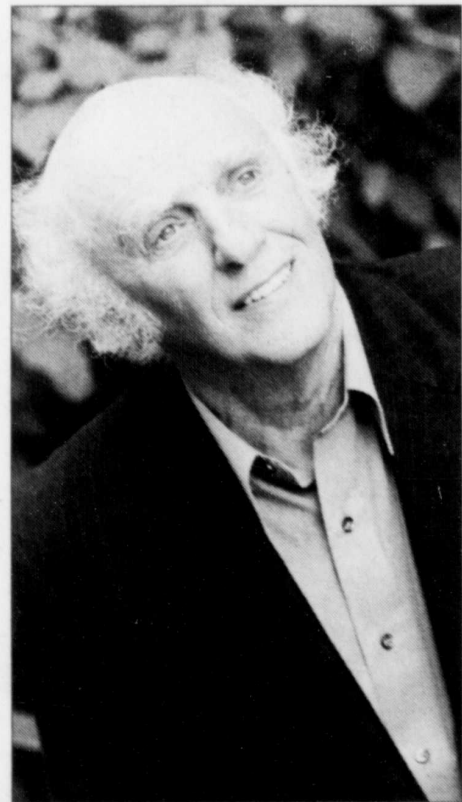


CARREFOUR DES LECTEURS

Le surhomme de Natashquan

« Passe encore de bâtir, mais planter à cet âge » (Lafontaine). Nul doute que notre Gilles Vigneault, septuagénaire, soit un vrai génie. Sa forme physique est exceptionnelle et elle me paraît le servir admirablement. J'étais présent, lors des premiers sauts périlleux qu'il nous faisait, en spectacle, à la page blanche de Gérard Thibault, il y a plus de 50 ans. Il en a fait du chemin, notre danseur, depuis. Disons tout simplement qu'il est devenu, de toute évidence, le successeur de Félix et le poète national du Québec de l'an 2000. Un nouveau « géant Beauré cultivé » de la création littéraire, qui ose encore nous annoncer un autre disque et un nouveau spectacle. Lâche pas mon Gilles, ta transcendance mérite des tas de bravos. Produire encore comme toi, et surtout mémoriser tous tes textes à cet âge, relève certainement du génie.

André Marceau
Sillery



Humour noir

C'est de l'humour noir que de donner le nom de Trudeau à ce qui est la plus flagrante illustration de son dilettantisme. À défaut de pouvoir lui faire signer son œuvre sur le monument qui atteste de son orgueilleux entêtement, on appose le patronyme de l'ex-premier ministre sur un fac-similé. Ce n'est pas l'échec de Mirabel qui rappellera sa mémoire, mais Dorval, qu'il s'est entêté à détruire. Au surplus, le titre est portable puisqu'il est, au cas où, transférable à l'aéroport imaginaire. Tout est bien qui finit bien: Trudeau est mort, les expropriés s'éteignent l'un après l'autre, les contribuables continuent de payer le coût du rêve superpersonnel, Mirabel agonise et Dorval ressuscite. On eut voulu le ridiculiser qu'on n'eut pas mieux fait. Pour de la reconnaissance, c'en est. Sauf que cette générosité rétrospective apparaît comme un défi aux gens qui, une fois la trudeau-manie passée, s'interrogent sur le bilan d'un homme qui les a divisés et dont ils se demandent quelle place il mérite dans l'histoire du peuple qu'il a soumis à ses ambitions et à ses caprices.

Jean-Noël Tremblay
Lévis

S'en tenir aux faits

Dans votre Carrefour des lecteurs du 26 août, M. Simon Girard accuse M. P. E. Trudeau d'avoir notamment « fait occuper militairement le Québec ». M. Girard n'est pas un trudeauphile, et d'ailleurs moi non plus, mais je pense qu'il faut quand même s'en tenir aux faits. C'est le gouvernement québécois qui a demandé à l'armée de lui prêter main-forte durant les événements d'octobre 1970. La demande fut faite conformément à la Loi sur la défense nationale et signée par le procureur général de l'époque, l'honorable Jérôme Choquette. En service à Saint-Hubert à ce moment, c'est moi qui ai reçu la demande en ma qualité de membre de l'état-major de l'armée de terre et qui l'ai transmise aux autorités compétentes. Notre mission n'était pas d'occuper le Québec, voulant dire prendre en charge le Québec, mais plus modestement de monter la garde aux endroits sensibles, ponts, centrales, demeures de hauts dirigeants, etc. M. Gagné et autres peuvent reprocher bien des choses à nos politiciens, mais le Canada n'est pas une république de bananes!

Marcel Richard
Québec

Adieu Acadie

Le Nouveau-Brunswick: une province bilingue? Ce bilinguisme n'est réel que pour les francophones et de surcroît d'emplois précaires. Trois jeunes vendeuses dans une boutique parlent entre elles en anglais et surprise, elles sont toutes trois francophones! Dans une autre boutique, la tenancière est anglophone et ne comprend pas un mot de français! Les hôtels sont occupés à 80% par des touristes québécois de langue française à qui l'on distribue gracieusement un journal anglophone! Peut-on imaginer le scénario inverse au Château Frontenac? Dans les restaurants, il est difficile d'être bien servi en français et même quelquefois impossible! Acadie, je pleure une fois de plus ton décès prochain, et ce, par noyade culturelle. Le Canada sera ton fossyeur. S'il te plaît, n'implore pas le Québec de te sauver, parce qu'il y aurait alors double noyade. Toutes les enclaves culturelles de langue française au Canada sont en rémission. Selon le dernier recensement canadien, le seul endroit où la situation est relativement stable, c'est au Québec, mais pour combien de générations encore? Les fédéralistes francophones sont-ils tous des pro-assimilation? Adieu Acadie, je te pleure.

Ghislain Bernier
Sainte-Foy

Chacun son mariage

Je suis maintenant marié, pour cause d'adoption internationale, mais je me suis toujours demandé pourquoi on fait tout un plat de cette institution, je me suis toujours interrogé sur les motifs qui poussent deux personnes à s'unir publiquement, « devant Dieu et les hommes », à grands frais et la plupart du temps dans une conformité navrante. J'ai toujours considéré que ceux qui désirent former un couple s'engagent dans une entente qui n'implique qu'eux-mêmes, leur conscience, leurs valeurs, leur intégrité, leur confiance. Si je décide d'être fidèle à ma compagne, de la respecter, de la soutenir, bref de l'aimer, quel besoin en ai-je d'officialiser cette décision par un rituel religieux ou laïque? Pourquoi les autres devraient-ils être partie prenante d'un choix si personnel? Beaucoup

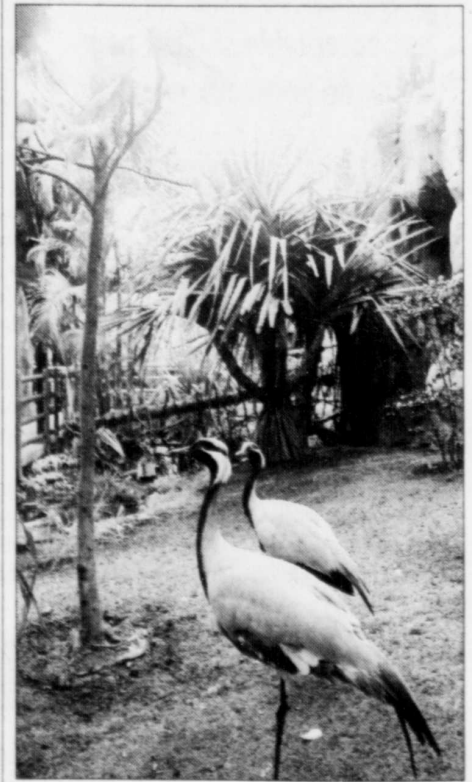
de gens choisissent quand même de se marier, et je respecte cette décision. Mais le même raisonnement s'applique: pourquoi chaque personne ne s'occupe-t-elle pas de la réussite de son propre mariage selon les valeurs qu'elle veut y investir? En d'autres termes, ça enlève quoi à deux fondamentalistes chrétiens que deux hommes aient le droit de se marier ensemble? On utilise dans ce débat une forme d'argumentation qui est caractéristique de la « pensée » des milieux réactionnaires et conservateurs, et particulièrement virulente, par exemple dans le discours masculiniste: la pensée binaire. Celle-ci stipule que ce que tu donnes à X, tu dois nécessairement l'enlever à Y. C'est totalement faux, le rhume est là pour en témoigner.

Martin Boily
La Malbaie

Critiques sur le zoo et l'aquarium

Plusieurs se plaignent du prix d'entrée au zoo et à l'aquarium. Mais ces billets ou forfaits s'adressent davantage aux touristes. La passe annuelle est idéale et avantageuse pour les résidents de la ville. Je trouve cela dommage de ne pas en profiter. Ces sites sont très bien aménagés et agréables à visiter. Ce qui m'a agréablement surpris, c'est la création d'emplois étudiants qui a entraîné la restauration de ces sites. On y voyait peu de jeunes auparavant. Cela rend la visite intéressante, car ils sont serviables et courtois. En espérant que la population s'intéresse à ces nouveaux parcs et en profite.

Yves Léveillé
Charlesbourg



ÉCRIVEZ-NOUS!

Votre opinion compte pour nous. Pour être publiés, vos courriels ou vos lettres doivent être très courts, d'intérêt public, identifiés de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Nous nous réservons le droit de les résumer, de les raccourcir ou de ne pas les publier.

Adressez-les comme suit:
 Par courriel:
 opinion@lesoleil.com
 Par la poste:
 Carrefour des lecteurs
 Journal Le Soleil
 925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547
 Succ. Terminus, Québec, Qc, G1K 7J6

OPINIONS

L'industrie touristique doit innover et faire rêver

Laurent Bourdeau, Ph.D.

L'auteur est directeur du certificat en gestion du développement touristique au département de management à l'Université Laval

Depuis le 11 septembre 2001, et particulièrement depuis le début de l'été, l'industrie touristique semble en pleine tourmente. Certains analystes affirment que le tourisme se porte mal et subit le contrecoup d'événements négatifs. Mentionnons les effets de la



Laurent Bourdeau

guerre en Irak, ceux liés au SRAS, à la maladie de la vache folle, à l'incertitude régnant chez Air Canada. Selon Statistique Canada, le déficit commercial du Canada en matière touristique pour le premier trimestre de l'année 2003 serait de 838 millions \$ et représenterait le déficit le plus élevé depuis 1994. En d'autres mots, nous dépensons plus d'argent en tourisme à l'extérieur du Canada que les étrangers en dépensent chez nous. Les effets des événements négatifs pourraient expliquer en partie ce déficit commercial. Cette balance commerciale touristique déficitaire et ces événements négatifs ont pour conséquence une baisse de fréquentation de certains établissements hôteliers, de restauration et de sites touristiques du Québec. À première vue, on peut penser que tout va mal en matière de tourisme. D'ailleurs, peu de temps après son accession au poste de premier ministre du Québec, M. Charest ne déclarait-il pas que le secteur récréotouristique est une industrie fragile? D'aucuns ajouteront donc qu'en considérant les fluctuations du taux de change et de la météo, le tourisme est une industrie à risque et incertaine.

Personne ne niera les effets provenant des événements négatifs sur la santé de l'industrie touristique. Par contre, il faut relativiser ces effets et ne pas dégrader un bilan de santé négatif du tourisme en se basant sur des informations partielles.

LA RÉACTION FACE AUX TURBULENCES

Lorsque des turbulences se présentent, les représentants de l'industrie touristique doivent réagir rapidement. Pendant la guerre en Irak, de nombreuses destinations touristiques québécoises ont ainsi eu le réflexe de concentrer leurs efforts de promotion vers les marchés de proximité. En d'autres mots, plusieurs régions ou villes ont fait de la publicité dans des médias hors Québec afin d'attirer des touristes américains ou canadiens. En parallèle, ces organisations ou régions touristiques, pas seulement celles de la capitale, ont adopté la même stratégie. Ce fut notamment le cas des régions de Montréal et de Toronto. Sans faire une analyse exhaustive, on peut s'interroger quant au mimétisme

des organisations touristiques et surtout, tenir compte de ce comportement commercial dans la baisse de fréquentation des touristes au Québec.

Le mimétisme de certaines organisations les amène parfois à considérer que l'offre des produits touristiques de la région répond aux besoins de la clientèle. La pensée est alors simple: face aux turbulences, un peu de publicité ou de promotion et les touristes reviendront. Parfois, la publicité peut être efficace et permettre d'attirer des touristes dans une région. Cependant, les dirigeants de l'industrie touristique doivent délaisser le réflexe de la pensée magique face à la publicité. Ils doivent s'interroger sur les pratiques commerciales à privilégier afin de faire face aux turbulences négatives et se questionner sur la valeur des produits touristiques offerts dans leur région. Certains dirigeants s'interrogent alors que d'autres ne se posent aucune question.

LA DIFFICULTÉ À CRÉER DES PRODUITS TOURISTIQUES

Le touriste retrouve au Québec, tant en milieu urbain qu'en milieu rural, de nombreux produits touristiques que l'on peut qualifier de produits vedettes. À Québec, on peut penser à l'Hôtel de glace, au Carnaval de Québec ou au Musée de la civilisation. En région rurale, on note une hausse du taux de fréquentation de certaines attractions touristiques ou de certains établissements hôteliers, et ce, malgré les turbulences des derniers mois. Malgré ces soubresauts, certains produits touristiques manifestent beaucoup de vigueur. Peu importe la conjoncture, les touristes québécois ou étrangers consommeront ces produits touristiques de qualité qui répondent à leurs attentes en matière de voyage. Ces produits évoluent constamment et parviennent à offrir une expérience qui surprend le touriste à chaque visite.

Le touriste retrouvera également au Québec des produits touristiques qui ne correspondent plus à ses attentes. Turbulence ou non, tous ces produits touristiques qui n'ont pas évolué sont condamnés à mourir et à ne pas attirer les touristes. En fait, nous n'en parlons pas beaucoup, mais plusieurs entreprises touristiques ne parviennent pas à innover. Pensez à vos dernières vacances et à certains motels aux odeurs d'humidité et à ces bâtiments qui enlaidissent le paysage. En période d'instabilité, ces produits touristiques sont encore plus fragiles. Les régions touristiques doivent donc chercher à développer des produits touristiques de qualité qui évoluent en fonction des grandes tendances du marché et des consommateurs. Toutefois, la création de produits touristiques ne doit pas se faire en reproduisant in-



Selon Statistique Canada, le déficit commercial du Canada en matière touristique pour le premier trimestre de l'année 2003 serait de 838 millions \$ et représenterait le déficit le plus élevé depuis 1994. En d'autres mots, nous dépensons plus d'argent en tourisme à l'extérieur du Canada que les étrangers en dépensent chez nous.

tégralement des produits vedettes existants ni une standardisation à outrance. Le tourisme exige de la créativité.

LES GRANDES TENDANCES EN TOURISME

Au cours des dernières années, des changements majeurs se sont produits dans le marché et dans le comportement des touristes. Ces changements ne sont pas nécessairement reliés aux effets d'événements négatifs subis par l'industrie touristique. Ils sont plutôt tributaires de l'absence d'innovation de certaines entreprises ou organisations touristiques, et ce, tant dans la création de produits touristiques que dans les pratiques commerciales. Afin d'innover, il faut tenir compte des grandes tendances du tourisme.

Les touristes recherchent des produits authentiques et veulent participer à une expérience. Un touriste qui vient à Québec voudra vivre une expérience différente de son quotidien. Pourquoi se déplacer dans une autre ville si on peut trouver la même chose chez soi? On recherche l'exceptionnel. Les touristes ne limitent plus leurs vacances aux deux dernières semaines du mois de juillet. Ils recherchent des produits exceptionnels à tout moment. Les touristes accumulent des expériences de voyages. Ils sont de plus en plus exigeants et recherchent un excellent rapport qualité-prix. Les touristes comparent un hôtel de Québec avec un hôtel de New York ou de Paris. Les touristes utilisent de plus en plus Internet et magasin. La destination visitée ou le produit touristique acheté

devra donc répondre à des attentes élevées.

EN TOURISME, IL FAUT CONSTAMMENT INNOVER

Le tourisme n'est pas plus fragile que l'industrie de la haute technologie ou de l'agriculture. Le contrecoup subit par l'industrie touristique ne doit pas masquer le fait que les entreprises qui savent innover et adapter leurs produits touristiques s'en tirent mieux. Le tourisme est une industrie plus difficile à comprendre parce que plus intangible et plus difficile à mesurer sur le plan économique. Le tourisme est avant tout l'industrie du rêve. Ce rêve doit toutefois être constamment réinventé. C'est dans sa capacité à faire rêver que l'industrie touristique québécoise trouvera sa force.

Vite! Notre plus grande richesse périclité!

Anita R. Cormier

L'auteure habite Québec

Saviez-vous que la richesse première d'un pays, ce sont ses citoyens et donc ses enfants? Nous investissons dans l'immigration depuis si longtemps et pourtant nous laissons les années passer sans vraiment nous attarder à de véritables politiques natalistes. Ne criez-on pas sur tous les tons que la natalité québécoise est en deçà de son renouvellement depuis plusieurs années et qu'on devrait faire quelque chose?

Mais que fait-on vraiment? Est-ce que le système de garderie à 5 \$ aide à augmenter le nombre d'enfants dans les familles? N'est-il pas plutôt un soutien pour la femme qui désire retourner sur le marché du travail l'esprit en paix? Et que fait-on pour la femme qui choisit de rester au foyer? Je constate depuis longtemps qu'elle est laissée à elle-même sans support ni encouragement dans sa tâche d'éducatrice. Très peu valorisé, son travail est parfois déprécié. Pourtant, son rôle est irremplaçable et il est clair que la famille autant que la société ont besoin de son apport particulier.

Si le rôle de la femme au foyer est valorisé, les politiques familiales seront davantage considérées par cette dernière. Peut-être décidera-t-elle d'avoir trois ou quatre enfants plutôt que seulement un ou deux?...

Lors de la campagne électorale, plusieurs suggestions ont été mises de l'avant pour une politique familiale plus intéressante. Je pense au retour à l'allocation familiale et au bébé bonus, à l'annulation d'une partie des dettes d'étude après l'arrivée du troisième enfant et aux crédits d'impôt plus substantiels.

En plus de celles-ci, je recommande-

rais le maintien de congés parentaux intéressants pour la femme qui retourne sur le marché du travail, l'abolition de la taxe de vente sur le mobilier et le linge d'enfant, un programme de cadeaux-couches pour les trois premiers mois de vie du poupon, une carte Loisirs Famille à prix modique pour l'entrée aux sites d'activités tels le zoo, l'aquarium, les jardins publics, le cinéma, et des rabais familiaux pour favoriser la participation aux terrains de jeux l'été. Alléger les coûts de la rentrée scolaire après le troisième enfant serait certainement apprécié par la famille nombreuse. La mise sur pied de cours de formation aux parents pour les soutenir dans leur rôle d'éducateurs serait des plus utiles, car ils sont souvent dépassés par leurs nouvelles responsabilités. Pourquoi ne pas instaurer une Journée de la famille annuelle? Voilà des éléments nouveaux qui viendraient supporter nos familles et nos mères au foyer. Toutes les suggestions ne peuvent être retenues, mais certaines pourraient être davantage exploitées.

Je connais quelques familles qui privilégient la vie dans une coopérative, qui acceptent de porter des vêtements déjà portés, qui paient encore des dettes d'études après sept ans et qui privilégient quand même avoir trois ou quatre enfants. Ils méritent notre soutien collectif pour leur apport à la société.

UNE HISTOIRE VÉCUE

Un événement dont j'ai été témoin récemment vient illustrer l'urgence d'apporter des correctifs à la situation actuelle. Ma dernière petite-fille, Éloïse, est née prématurément après 32 semaines de gestation et sa mère Julie-Mau-



Camille, Julie-Mauve, David, Olivier et Aurélie ont accueilli tout récemment la petite Éloïse.

quatre mois à cause de complications. Elle a frôlé la mort lors d'une intervention compliquée et délicate.

Julie-Mauve est une de ces mères à formation universitaire qui a choisi de rester à la maison auprès de sa famille plutôt que d'aller sur le marché du travail. Ayant déjà trois enfants en bas âge, une hospitalisation de quatre mois lui a occasionné de nombreux problèmes. Son mari David, en plus de son travail professionnel, doit remplacer la maman pour une période aussi longue, visiter son épouse à l'hôpital, et tenter de prendre un peu de repos. Un défi de taille pour un mari. Les deux familles viennent le supporter, mais les besoins

sont fort nombreux et une demande d'aide financière auprès du CLSC doit être faite. Plusieurs refus sont essuyés avant que l'insistance de la travailleuse sociale de l'hôpital en vienne à bout. Enfin, le CLSC «gratte des fonds de tiroirs», nous dit-on, pour des frais de garderie privée et un service d'entretien ménager de quatre heures aux deux semaines jusqu'à l'accouchement. En ce moment, puisque la convalescence se prolonge, la famille reçoit encore de l'aide grâce à l'insistance de l'infirmière du CLSC.

Une situation qui touche de si près la vie des personnes nous ramène aux valeurs essentielles: l'entraide,

la patience, le partage, l'amour inconditionnel, la puissance de la prière dans les difficultés... Je remercie notre Mère céleste, Marie, qui s'est laissée toucher par nos prières dans ces moments éprouvants. Je suis aussi profondément reconnaissante pour tous les gestes de fraternité et d'amitié reçus de plusieurs personnes. Mais que dire des politiques familiales dans de telles situations?... Il est urgent en ce temps de dénatalité d'apporter des changements majeurs vis à vis notre vision de la femme au foyer, de l'enfant à naître, et de l'encouragement moral et matériel à apporter aux familles.

l'Université Laval

AU CŒUR DE VOTRE QUOTIDIEN

UNIVERSITÉ
LAVAL

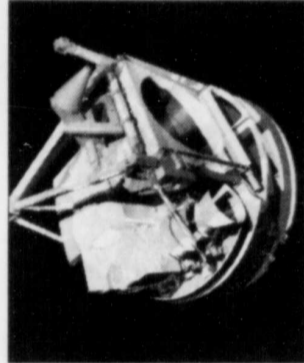
LE CIEL OU L'ENFER

Le succès ou l'échec d'une mission scientifique spatiale repose en partie sur les épaules de Pierre Tremblay

Douze août, 19 h. Base militaire de Vandenberg en Californie. Un avion Lockheed-1011 de la NASA décolle, grimpe à 13 000 mètres d'altitude et largue une fusée Pegasus XL. Pendant cinq longues secondes, la fusée tombe en chute libre puis une éblouissante lumière confirme la mise à feu du premier étage. Propulsé à une vitesse supersonique, l'engin atteint, en quelques minutes à peine, une altitude de 650 kilomètres. Arrivé à destination, il libère sa précieuse cargaison: le satellite canadien SCISAT-1.

Au même moment, à des milliers de kilomètres de là, sur un lac isolé de la Réserve faunique des Laurentides, il fait déjà nuit. Le professeur Pierre Tremblay scrute le ciel d'un oeil inquiet. «J'espérais que les traînées de lumière que j'observais dans le ciel étaient des étoiles filantes et pas SCISAT-1 en difficulté», confesse le professeur du Département de génie électrique et de génie informatique. Le Canada ne lance pas souvent de satellites scientifiques et comme il investit 60 millions dans ce projet, il faut que ça marche.»

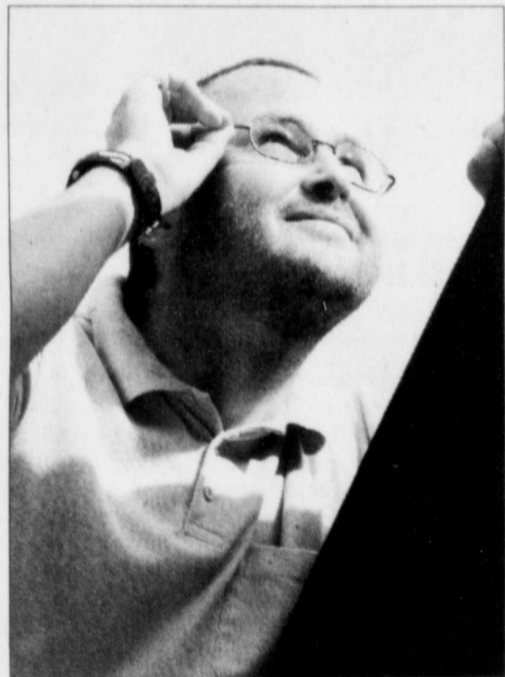
Si ce chercheur du Centre d'optique, photonique et laser se préoccupe tant du déroulement de cette mission, c'est qu'il a contribué étroitement au design du principal instrument scientifique installé à bord du satellite, un spectromètre à transformée de Fourier. Cet appareil permettra à une équipe de chercheurs canadiens et étrangers d'étudier la réduction de la couche d'ozone au-dessus de la Terre, et particulièrement au-dessus de l'Arctique canadien. L'appareil mesurera la composition gazeuse de l'atmosphère terrestre en utilisant le Soleil comme source de lumière. «Le satellite effectue 15 orbites terrestres chaque jour de sorte qu'il assiste à 30 couchers et levers de soleil en 24 heures», explique-t-il. C'est pendant la courte période où la lumière du Soleil traverse la mince couche de l'atmosphère que le spectromètre recueillera les précieuses données espérées par les chercheurs.



Le satellite SCISAT-1

On veut des résultats

Responsable principal de l'instrumentation pour la mission, Pierre Tremblay a conçu le design du premier prototype du spectromètre en 1998, avec la collaboration de la compagnie ABB de Québec et des étudiants-chercheurs Jérôme Genest, François Bouffard et Caroline Stéphanie Turcotte. «Il fallait démontrer à l'Agence spatiale canadienne qu'il était possible de fabriquer un instrument qui répondait aux exigences de notre projet tout en étant suffisamment petit pour être installé à bord du satellite SCISAT-1.» ABB a construit l'appareil final qui gravite maintenant au-dessus de nos têtes. «L'Agence spatiale canadienne exige que la mission produise des résultats pendant au moins deux ans et aucun instrument ne doit flancher avant cinq ans», précise Pierre Tremblay.



Pierre Tremblay, chercheur au COPL: «Il faut que ça marche!»

Bien que SCISAT-1 soit maintenant en orbite autour de la Terre, le test ultime reste encore à venir. «L'Agence spatiale canadienne doit d'abord s'assurer que tous les systèmes du satellite fonctionnent selon les plans», explique Pierre Tremblay. Dans quelques semaines, lorsque tout sera stabilisé, le spectromètre sera allumé. C'est là que nous saurons si tout marche comme prévu. Nous avons fait des tests sur Terre, mais jamais le spectromètre n'a reçu un signal aussi intense que la lumière du Soleil dans l'espace. J'ai hâte. J'ai très hâte.»

JEAN HAMANN

Démonstrations au PEPS

Break dance, street dance, danse moderne, swing, ballet jazz, ballet classique et danses latines seront tous des styles présentés lors de la démonstration, le mercredi 3 septembre à 19 h 30 au grand gymnase. Sans oublier la nouveauté de cette année: le baladi qui fait son entrée au PEPS! Une belle occasion de venir faire son choix de cours pour l'automne. Passez le mot, l'entrée est gratuite pour tous! Le jeudi 4 septembre à son grand gymnase, le PEPS accueillera les adeptes des arts martiaux afin qu'ils puissent y démontrer les différents styles offerts. Dès 19 h 30, le grand public est invité à assister gratuitement à la démonstration qui a également pour but de faire connaître le programme des arts martiaux au PEPS. Pour répondre à vos questions, les professeurs seront présents. Au menu: karaté shotokan, kung fu, tai chi, tai jitsu, aikido, taïdo, judo et kendo.



Le brise-glace scientifique Amundsen: un mégaprojet qui déborde les strictes frontières de la science.

Dans le sillage d'Amundsen

Mardi, les quelque 400 personnes qui s'étaient rassemblées au quai de la Reine du port de Québec avaient trois bons motifs

pour célébrer. D'abord, l'événement marquait la fin des travaux qui ont vu le brise-glace *Sir John Franklin* se métamorphoser en navire scientifique. Ensuite, la fête marquait le départ prochain, à bord de ce bâtiment, de l'expédition scientifique CASES vers l'Arctique. Enfin, la rencontre a lancé officiellement les activités du réseau ArcticNet, «peut-être l'élément le plus important et le plus excitant de notre stratégie pour aider à reconstruire l'effort de recherche canadien dans l'Arctique», affirme le capitaine de ces trois projets, Louis Fortier, directeur du groupe de recherche interuniversitaire Québec-Océan.

Le gouvernement fédéral a largement ouvert ses coffres pour assurer la réussite de ces projets qui le positionnent stratégiquement en recherches arctiques: 28 M\$ de la Fondation canadienne pour l'innovation et 3 M\$ de Pêches et Océans Canada pour la transformation du brise-glace en navire scientifique, 26 M\$ pour ArcticNet, un Réseau de centres d'excellence, et enfin 10 M\$ du CRSNG pour étudier l'impact du réchauffement climatique sur l'océan Arctique dans le cadre du projet CASES. Une facture totale de 67 M\$, soit l'un des plus importants montants jamais accordés à un groupe de recherche canadien.

Du froid plus chaud

«Il est de plus en plus évident que le climat de la planète se réchauffe en réponse à l'émission massive de gaz à effet de serre par l'industrie», souligne Louis Fortier. C'est dans les régions arctiques et subarctiques que ce réchauffement est le plus intense et l'immense banquise qui recouvre l'océan Arctique a commencé à fondre. Si la tendance observée depuis 30 ans se maintient, cet océan normalement glacé pourrait être complètement libre de glace pendant les mois d'été dès 2050.»

Les conséquences du réchauffement de l'Arctique risquent d'être «spectaculaires et dramatiques», prédit le chercheur. L'ouverture du passage du Nord-Ouest entraînera une intensification du trafic maritime intercontinental qui va non seulement changer la face de l'économie mondiale, mais modifier en profondeur le paysage industriel de l'Arctique. «Les ressources halieutiques et les immenses réserves de carburant fossile du bassin arctique vont devenir exploitables, ce qui offrira à la fois des défis environnementaux et des opportunités économiques exceptionnelles aux habitants du Nord et aux Canadiens en général», poursuit-il. Cet eldorado polaire risque d'entraîner une ruée vers le Nord et de relancer la question de la souveraineté canadienne sur ces territoires.

Pendant 12 mois, à bord de l'*Amundsen*, l'équipe de la mission CASES sera à l'écoute des manifestations du changement climatique dans la mer de Beaufort. «Nous allons démonter et examiner les moindres rouages de cet écosystème, de façon à mieux anticiper le comportement et le rôle de l'ensemble de l'océan Arctique dans un contexte climatique plus chaud», explique Louis Fortier. Cette mission représente certainement l'effort scientifique le

plus important jamais mis sur pied par le Canada en océanographie arctique et peut-être même la mission internationale la plus multidisciplinaire et la plus complexe jamais entreprise pour étudier cet océan mal connu.» Au total, 45 chercheurs principaux provenant de 13 universités et de quatre organismes gouvernementaux du Canada ainsi qu'une trentaine de chercheurs de neuf autres pays, sans compter les dizaines d'étudiants-chercheurs, les techniciens et les professionnels de la Garde côtière canadienne, participeront à la mission CASES.



Chercheurs de choc, sur le pont du brise-glace Amundsen, mardi, dans le port de Québec: Paul Wassman, Collège norvégien des sciences halieutiques de Tromsø, Martin Fortier, coordonnateur de CASES et directeur exécutif de ArcticNet, Duane Smith, vice-président du Inuit Tapiriit Kanatami, président du Inuvialuit Game Council et président, Inuit Circumpolar Conference (Canada) ICC, David Barber, président du Centre for Earth Observation Science (CEOS) et professeur de l'Université du Manitoba, Louis Fortier, directeur scientifique de Québec-Océan, de CASES et ArcticNet, Jody W. Deming, Ecole d'océanographie, Université de Washington à Seattle, Gary Stern, chercheur scientifique, Pêches et Océans Canada, Division de la recherche arctique, Eric Dewailly, Département de médecine sociale et préventive de l'Université Laval.

Le brise-glace scientifique grâce auquel cette mission sera réalisée a été baptisé *Amundsen*, en l'honneur du Norvégien Roald Amundsen, premier explorateur à franchir le passage du Nord-Ouest il y a maintenant 100 ans. À noter que le bâtiment de 98 mètres de long, propriété de la Garde côtière canadienne, aura une double vocation. Tous les étés, il servira aux travaux de recherche dans l'Arctique alors que l'hiver, il retournera à sa vocation première sur le Saint-Laurent et dans le fjord du Saguenay.

Le dernier mégaprojet issu de l'esprit de Louis Fortier déborde les strictes frontières de la science. Le réseau de centres d'excellence

ArcticNet, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines, le Conseil de recherches en sciences naturelles et génie et les Instituts de recherche en santé du Canada, conduira à la «formulation de politiques et de stratégies nationales pour préparer le Canada à faire face aux conséquences environnementales et socio-économiques des bouleversements climatiques provoqués par le réchauffement de l'Arctique», explique-t-il. Au total, 145 chercheurs canadiens et étrangers provenant de 41 universités, deux industries et 27 ministères collaboreront à ce projet multidisciplinaire. On y retrouvera, côte à côte, des physiciens, biologistes, anthropologues, sociologues, politologues et épidémiologistes.

Cette imposante équipe réalisera des études d'impacts régionales intégrées sur les écosystèmes et les sociétés de l'Arctique, incluant les mers intérieures de Baffin et d'Hudson, soit une aire d'étude qui équivaut à près de 50 % du territoire canadien. Les chercheurs feront appel aux Inuits et à leurs connaissances approfondies du milieu pour mener à bien cette vaste entreprise.

JEAN HAMANN



Les Retrouvailles 2003, des rendez-vous à ne pas manquer!

LES BEAUX SOUVENIRS

Retrouvailles annuelles de l'ADUL en septembre et octobre

L' Association des diplômés de l'Université Laval (ADUL) propose un programme étoffé pour ses Retrouvailles 2003. Venez seul(e), avec des confrères et consœurs, ou en couple, partager, avec les amis retrouvés, les souvenirs de votre séjour à l'Université Laval.

Samedi 13 septembre
Soirée souvenir des 51

L'ADUL et le Comité des retraités diplômés de l'Université Laval (CODRUL) organisent à nouveau une soirée pour les diplômés qui comptent 51 ans et plus depuis leur diplomation. La soirée qui se tiendra au Grand Salon du pavillon Maurice-Pollack débutera à 18 h par un cocktail offert par la Fondation de l'Université Laval. Un dîner suivra avec animation musicale.

Vendredi 3 octobre
Soirée reconnaissance de la promotion 1953

Les personnes diplômées de la promotion 1953 et qui fêtent donc leur 50^e anniversaire de diplomation sont conviées à une soirée reconnaissance le vendredi 3 octobre à 18 h dans la prestigieuse Salle de bal de l'Hôtel Fairmont Château Frontenac. Au programme: cocktail, dîner en musique, remise d'un cadre souvenir par le président de l'ADUL et le recteur de l'Université Laval, prise de photos commémoratives.

Samedi 18 octobre
Soirée dansante Ballroom Orchestra

Dès 20 h, au Grand Salon du pavillon Maurice-Pollack, venez revivre l'époustouflante ambiance des belles soirées de danse des années 1940 avec un grand orchestre et les mélodies de Glenn Miller et de Benny



Goodman. Le Club des diplômés de l'Université Laval à Québec présente sa première grande soirée de danse avec FaMUL Jazz, un ensemble de 26 musiciens et de cinq choristes de la Faculté de musique. Maître de cérémonie, décoration d'ambiance, démonstration de danse et prix de présence. Toutes les personnes diplômées et leurs amis sont invités. Des frais d'entrée sont demandés. Informez-vous au 656-3242, surveillez les prochaines éditions de Cybercontact ou consultez le site de l'ADUL (www.ulaval.ca/adul/).



Samedi 25 octobre
La grande soirée des retrouvailles annuelles

Votre année de diplomation se termine par un 3 ou par un 8? Alors vous faites partie d'une des promotions qui fêtent un anniversaire quinquennal de diplomation. Consultez le site de l'ADUL (www.ulaval.ca/adul/) pour connaître les promotions participantes. Certaines facultés offrent un cocktail à 16 h 30 dans leurs locaux, d'autres l'offrent à 17 h 30 au pavillon Alphonse-Desjardins. Par la suite, à 19 h 30, un dîner est servi au pavillon Alphonse-Desjardins. Les promotions sont regroupées par tables bien identifiées et de l'animation aux tables vient agrémente des conversations toujours joyeuses. Des frais de participation sont demandés. Si votre promotion n'apparaît pas sur le site et que vous souhaitez vous engager dans l'organisation des retrouvailles, il n'est pas trop tard. Il suffit simplement de contacter Charles Garon au numéro 656-3242 (charles.garon@adul.ulaval.ca) et le dossier sera mis en marche rapidement.

Enquête en ligne sur l'avenir des banlieues



Depuis la mi-juin, le Groupe interdisciplinaire de recherche sur les banlieues de l'École d'architecture (GIRBa) mène une enquête en ligne sur l'avenir des banlieues dites de première couronne. Ce sondage porte sur les quartiers construits entre 1950 et 1970 dans les arrondissements de Sainte-Foy, Sillery, Charlesbourg, Duberger, Les Saules et Beauport. L'enquête est hébergée par le tout nouveau site interactif du GIRBa. Elle a pour titre: «L'avenir de mon quartier: j'ai mon mot à dire!» Elle entend rejoindre les personnes qui ne participent générale-

ment pas aux consultations, aux audiences publiques ou aux conseils de quartier. Une cinquantaine de questions abordent des thèmes tels que les choix et goûts en matière d'habitation, la sécurité dans le quartier, les services et les loisirs, le transport et la vie communautaire. Les résidents intéressés à se prononcer sur l'avenir de leur milieu et sur les priorités à privilégier en matière d'aménagement doivent taper: www.girba.crad.ulaval.ca/Francais/Enquete/introduction.htm. Le GIRBa mène depuis plusieurs années des recherches sur les quartiers de l'agglomération de Québec construits dans les années 1950 et 1960. Le site Web aborde les enjeux et les défis que pose le réaménagement des banlieues de la première couronne.



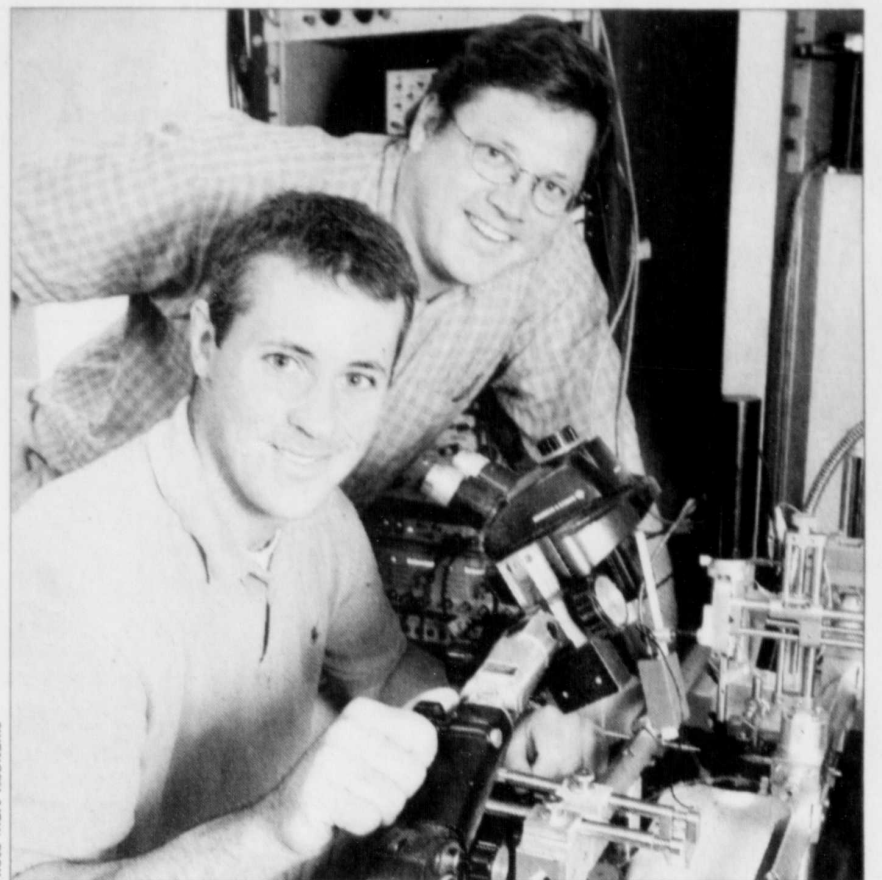
Le contenu de ces pages est produit et édité par le Service des communications de l'Université Laval. Visitez Alérion, le site Web de l'Université Laval, à l'adresse suivante: <http://www.ulaval.ca>

ILS TRAQUENT LA DOULEUR CHRONIQUE

Des chercheurs de la Faculté de médecine ouvrent la porte à une nouvelle génération d'analgésiques

Verrons-nous un jour, sur les tablettes des pharmacies, une superaspirine capable de soulager les personnes souffrant de douleurs chroniques? Des chercheurs du Centre de recherche Université Laval-Robert-Giffard viennent de franchir un pas dans cette direction en élucidant un mécanisme à la base de certaines maladies neuropathiques. Dans la livraison du 21 août de la revue *Nature*, Jeffrey Coull, Dominic Boudreau, Karine Bachand, Steven Prescott, Francine Nault, Attila Sik, Paul De Koninck et Yves De Koninck décrivent en détail les étapes qui enclenchent cette boucle sans fin de souffrances.

Les douleurs neuropathiques sont dues à une lésion du système nerveux, le plus souvent un nerf, explique Yves De Koninck. Ces lésions surviennent à la suite d'accidents ou de maladies comme le diabète, le zona ou un cancer. Elles sont aussi associées à une proportion significative de maux de dos. On leur attribue même les énigmatiques douleurs que les amputés ressentent dans leur membre fantôme. Les souffrances qu'elles engendrent démoralisent les patients et leurs médecins parce qu'elles sont très difficiles à traiter. Les médicaments prescrits pour les douleurs neuropathiques (des opiacés comme la morphine) entraînent souvent d'importants effets secondaires. «Dans les cas graves, indique Yves De Koninck, les personnes atteintes ne peuvent même pas supporter qu'on les effleure. Certains patients désespérés en viennent même au suicide.»



Yves De Koninck et l'étudiant chercheur Jeffrey Coull, au Centre de recherche Université Laval-Robert-Giffard, de l'idée au comprimé.

Insoutenable caresse

En conditions normales, explique le professeur De Koninck, les signaux perçus par notre corps génèrent un influx nerveux transporté par les cellules nerveuses jusqu'à la moelle épinière et de là, il est transmis au cerveau où il est décodé. «Dans le cas de la transmission du signal douloureux, précise-t-il, il existe un système de portillon au niveau de la moelle épinière qui détermine si le signal doit être relayé ou non au cerveau. L'hypersensibilité des personnes souffrant de douleurs neuropathiques est due à une inversion du mécanisme de répression de la transmission du signal douloureux au niveau de la moelle. C'est pourquoi des

stimulations sensorielles qui normalement ne devraient pas produire de douleur, comme une simple caresse, peuvent se traduire par une perception de douleur atroce chez les patients neuropathiques.»

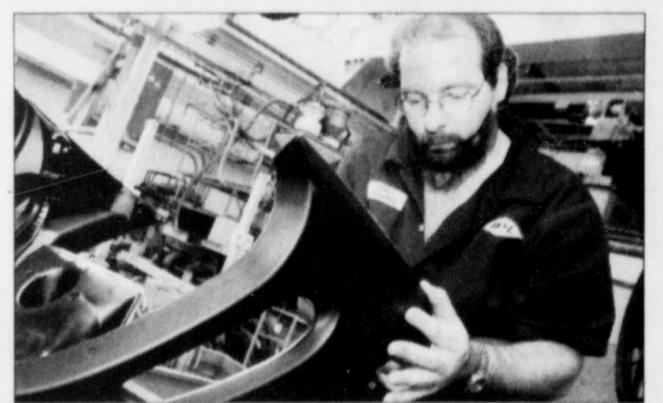
Les chercheurs attribuent cette inversion du mécanisme de contrôle à la perte d'une protéine (KCC2) de la membrane de certaines cellules nerveuses du portillon. Cette protéine est responsable du pompage des ions chlorures vers l'extérieur des cellules nerveuses. Chez les personnes souffrant de douleurs neuropathiques, cette pompe inverse le flux normal des ions chlorures de sorte qu'elle excite les neurones sensoriels de la moelle au lieu de les inhiber.

L'équipe de Yves De Koninck tente maintenant de restaurer la synthèse de KCC2 dans les cellules du portillon. «Parce qu'il s'agit d'un tout nouveau mécanisme, très différent de ceux identifiés jusqu'à présent, nos recherches mèneront sans doute au développement d'une toute nouvelle classe d'analgésiques», souligne le professeur De Koninck. Bien qu'il soit plus difficile de restaurer l'action d'une molécule que de la bloquer, le chercheur estime qu'il n'y a peut-être pas si loin de l'idée au comprimé. «D'ici trois à cinq ans, dit-il, nous pourrions avoir quelque chose de prometteur. C'est très envisageable.»

JEAN HAMANN

Vers une «Vallée de la plasturgie»

Dans le domaine des plastiques, l'axe Québec-Appalaches pourrait devenir ici ce que la Silicon Valley est à la Californie. Ce concept de «Vallée de la plasturgie», lancé plus tôt cette année par des représentants régionaux de l'industrie des plastiques, réserve une position clé à l'Université Laval en raison de ses programmes de formation. «Nous offrons le seul programme de premier cycle en plasturgie au Canada», souligne Ann Bourassa, coordonnatrice du programme.



Le programme de plasturgie est un élément clé du développement de ce secteur industriel dans l'axe Québec-Appalaches

Le nerf de la guerre

Le programme de certificat en plasturgie comptera bientôt 40 diplômés, auxquels s'ajoutent quelque 60 étudiants en génie qui ont opté pour la concentration plasturgie. Ce petit groupe constitue un bataillon hautement stratégique pour l'industrie québécoise de la plasturgie. En fait, la formation de tels spécialistes était à ce point cruciale qu'en 1999 les entreprises de ce secteur n'ont pas hésité à verser un million de dollars dans un fonds spécial, géré par la Fondation de l'Université. Grâce à cette somme, un groupe de la Faculté des sciences et de génie, dirigé par le professeur Mosto Bousmina, a monté le premier programme de premier cycle universitaire en plasturgie au pays. Les spécialistes en plasturgie formés par l'Université viennent combler une partie des besoins des quelque 600 entreprises québécoises (30 000 employés, chiffre d'affaires de 3,6 milliards de dollars par année) qui œuvrent en transformation des plastiques. Sans main-d'œuvre qualifiée, ces entreprises risquent d'être cantonnées dans le rôle de sous-traitants vendant des heures-machine à des clients plutôt qu'à celui d'innovateurs qui tiennent les rênes de leur destinée.

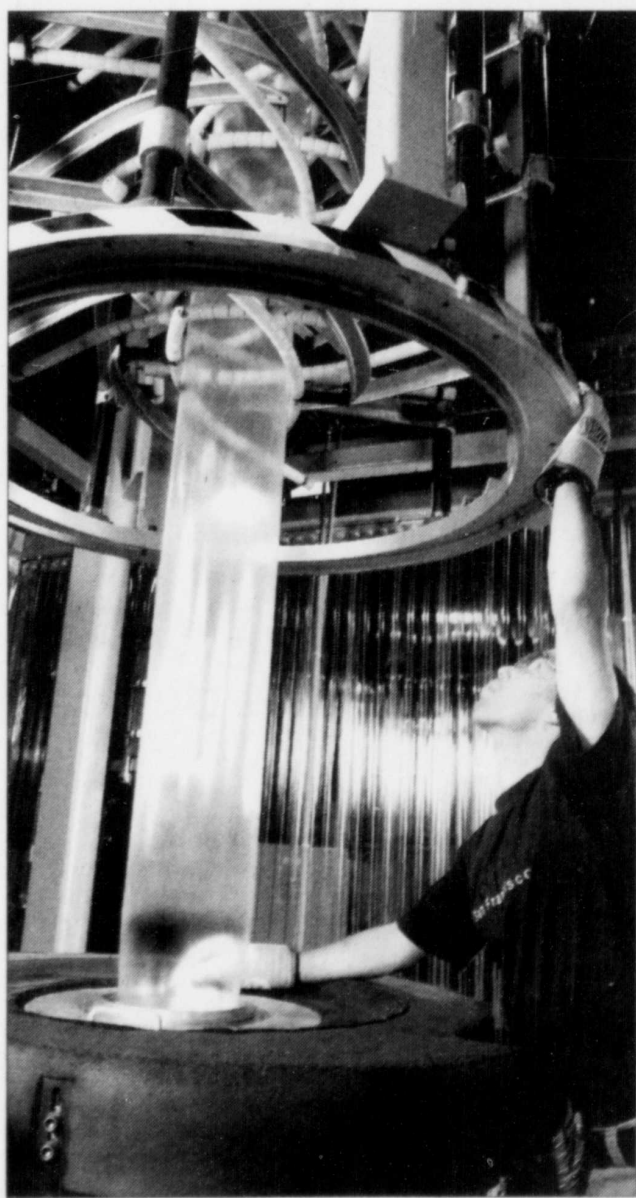
Du certificat au doctorat

Le programme de certificat en génie de la plasturgie, dispensé à Québec et à Montréal depuis septembre 2000 et à Magog depuis janvier 2003, s'adresse à diverses clientèles, dont les personnes déjà à l'emploi d'entreprises du plastique. Le Collège de la région de l'Amiante, l'Université McGill, l'École des métiers du sud-ouest de Montréal et l'Institut des matériaux industriels (CNRC) collaborent à la formation des étudiants. Quant à la concentration plasturgie, elle est offerte depuis 2001 aux étudiants des programmes de génie chimique, de génie mécanique ainsi que de génie des matériaux et de la métallurgie qui désirent acquiescer une formation d'appoint dans ce domaine. Un comité chargé d'étudier la pertinence de créer un baccalauréat complet en plasturgie se mettra au travail au cours des prochains mois, confirme Ann Bourassa.

Le financement de cinq ans mis de l'avant par les entreprises de la plasturgie prendra fin en 2004 et des discussions pour reconduire l'entente commenceront sous peu. «Les industriels sont satisfaits des résultats et le taux de placement de nos finissants atteint presque 100 %, résume Ann Bourassa. Nous sommes donc très confiants pour la suite du programme.»

Signalons qu'aux cycles supérieurs, les étudiants intéressés par la recherche en plasturgie peuvent se tourner depuis plusieurs années vers le Centre de recherche en sciences et ingénierie des macromolécules de la Faculté des sciences et de génie. Ce regroupement de chercheurs consacre une bonne partie de ses travaux à l'étude des matières plastiques.

JEAN HAMANN



Quelque 600 entreprises, avec leur 30 000 employés et un chiffre d'affaires annuel de 3,6 milliards de dollars, œuvrent au Québec dans la transformation des plastiques.

Ce jeune programme, qui a vu le jour à l'automne 2000, est venu compléter les formations secondaire et collégiale qui étaient déjà offertes à Saint-Damien, Saint-Joseph-de-Beauce et à Thetford Mines. Les nombreuses entreprises de plasturgie installées dans l'axe Québec-Appalaches peuvent désormais espérer profiter d'une main-d'œuvre qualifiée pour toutes les étapes de la production. «Le concept de Vallée de la plasturgie Québec-Appalaches devrait favoriser le rapprochement de tous les partenaires, ce qui nous permettra de répondre de façon regroupée à la demande internationale en plasturgie», estime Ann Bourassa.

Tous les matins, ils mettent l'épaule à la rue



Et nous les récompensons !

50 \$

remis à 5 camelots

à tous les jours du lundi au vendredi

Et ce n'est pas tout...

Lors de la Journée internationale des camelots, LE SOLEIL remettra

1 000 \$

à 5 d'entre eux

LE SOLEIL

POUR FAIRE PARTIE DE L'ÉQUIPE DE CAMELOTS DU SOLEIL,
contactez-nous au 686-3344 ou, pour les gens à l'extérieur, au 1 866 686-3344.